



24.071

**Bundesgesetz
über das Verbot der Hamas
sowie verwandter Organisationen**

**Loi fédérale interdisant le Hamas
et les organisations apparentées**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.24 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.12.24 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über das Eintreten und die Detailberatung führen wir eine einzige Debatte.

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: La Suisse ne doit pas rester inactive face à la terreur. Elle doit adopter une position claire et ferme. C'est pourquoi la Commission de politique extérieure de votre conseil a accepté, par 20 voix contre 2 et 2 abstentions, le projet de loi fédérale interdisant le Hamas et les organisations apparentées. Elle estime important que cette interdiction entre en vigueur le plus rapidement possible. A noter que le Conseil des Etats a donné hier son feu vert, par 37 voix contre 1. L'objectif de la loi est d'interdire le Hamas pendant au moins 5 ans prolongeables. Cette mesure frappe également les organisations lui servant de couverture, c'est-à-dire celles qui en émanent, ainsi que les organisations et groupements qui agissent sur son ordre ou en son nom. Quiconque contrevient à l'interdiction est puni d'une peine privative de liberté de 20 ans au plus ou d'une peine pécuniaire, selon la gravité.

Les attaques massives et brutales du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 ont causé la mort de près de 1200 personnes originaires d'Israël, d'ailleurs et même de Suisse. Avec ses tirs de roquettes et ses assauts terrestres et ses horreurs sur lesquelles je ne reviendrai pas, le Hamas ne visait pas des objectifs militaires, mais clairement et délibérément la population civile. C'est aussi odieux qu'inacceptable.

Cet acte terroriste sans précédent a incité le Parlement, l'année passée déjà, à proposer au Conseil fédéral d'interdire le Hamas. Il considère que le dialogue avec des personnes qui planifient et soutiennent de telles actions n'est tout simplement plus possible. Lors de sa séance du 22 novembre 2023, le Conseil fédéral a décidé de soumettre au Parlement un projet de loi en ce sens. Cette nouvelle loi permettra à la sécurité intérieure de la Suisse d'être renforcée, tout en continuant de promouvoir le droit international. Les autorités auront ainsi les instruments adéquats pour contrer les activités du Hamas sur notre territoire et empêcher qu'on le soutienne dans notre pays et depuis notre pays, ce qui est essentiel dans le contexte géopolitique actuel.

Cette interdiction diminue la menace d'activités terroristes commises sur notre territoire. Elle permet en effet aux autorités de prendre des mesures de police préventive, par exemple des interdictions d'entrée ou encore des expulsions, plus facilement et plus rapidement. Enfin, elle réduit le risque que le Hamas et les organisations apparentées utilisent notre pays comme zone de repli. La loi facilite également l'administration des preuves en matière pénale. Elle donne une clarté et une sécurité juridique plus grandes pour les autorités de poursuite pénale, qui peuvent cibler plus efficacement les soutiens du Hamas. Cette interdiction est également un gage de sécurité juridique pour les intermédiaires financiers dans leur lutte contre le financement du terrorisme. Le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) pourra échanger plus facilement des informations sur les flux financiers avec des autorités partenaires étrangères en cas de soupçon de financement du terrorisme.

La loi ne prévoit pas de disposition pénale spécifique, mais renvoie au code pénal. L'article 260ter du code pénal punit la participation et le soutien à des organisations criminelles et terroristes. Le Ministère public de la



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Confédération sera l'autorité compétente concernant la poursuite des infractions pénales commises par des adultes.

Enfin, la loi apporte des précisions sur les conditions d'une interdiction des organisations apparentées au Hamas. Sont considérés comme telles les organisations ou groupements terroristes particulièrement proches du Hamas et dont les dirigeants, les buts ou les moyens sont identiques. Ces organisations apparentées ne seront interdites que si une proximité particulière est démontrée. L'interdiction d'une organisation ou d'un groupement peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral.

L'interdiction du Hamas est conforme à nos engagements internationaux. Elle respecte les droits humains. L'aide humanitaire pourra se poursuivre sans être sanctionnée. En effet, l'article 260ter du code pénal comporte un alinéa 2 qui contient une clause d'exception applicable justement aux services humanitaires. Les organisations et les oeuvres d'entraide – et c'est important – pourront ainsi continuer à venir en aide aux membres les plus vulnérables de la société dans les zones de crise et de conflit. La loi est limitée à 5 ans et est prolongeable. Le Parlement peut la prolonger dans le cadre d'une procédure législative ordinaire.

La Suisse ne fait pas cavalier seul. Il y a une année, déjà, l'Allemagne a annoncé qu'elle interdirait toute activité liée au Hamas. L'Autriche a prohibé l'utilisation des symboles du Hamas en 2019 déjà. Quant aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, ils considèrent le Hamas comme une organisation terroriste et punissent la participation et le soutien à cette organisation.

Lors des discussions en commission, le but central de la loi n'a pas été contesté, mais des propositions de minorité ont été déposées et elles ont toutes été rejetées. J'y reviendrai.

En interdisant le Hamas en Suisse, nous donnons un signal fort à la communauté internationale. Nous affirmons notre détermination ferme à lutter contre tous ceux qui sèment la terreur et font fi des valeurs de notre pays.

Pour toutes ces raisons, la commission vous recommande d'entrer en matière.

Lors de la discussion par article, la commission a rejeté, par 15 voix contre 7 et 1 abstention, la proposition défendue par la minorité I (Molina) à l'article 1 alinéa 2, qui veut obliger le Conseil fédéral à consulter les Commissions de politique extérieure avant d'interdire des organisations ou des groupements présentant un lien étroit avec le Hamas et poursuivant les mêmes objectifs.

La commission, par 21 voix contre 3, s'est également opposée à la proposition défendue par la minorité II (Fivaz Fabien), qui veut biffer tout l'alinéa 2. Elle estime que cet alinéa se justifie, car il permet au Conseil fédéral de réagir rapidement à de nouvelles connaissances concernant les attaques du 7 octobre 2023 ou une extension du conflit.

Je précise qu'il ne s'agit pas de donner carte blanche au Conseil fédéral. Ce dernier doit justifier les raisons pour lesquelles une autre organisation pourrait être interdite: la proximité nécessaire avec le Hamas doit être donnée. Par exemple, c'est le cas quand le Hamas et l'organisation se sont mis d'accord sur une action commune. Cet alinéa n'ouvre donc pas la porte à l'interdiction de toute organisation, mais repose, au contraire, sur des critères clairement définis.

La commission a rejeté, par 15 voix contre 8 et 1 abstention, une autre proposition défendue par la minorité Fivaz

AB 2024 N 2322 / BO 2024 N 2322

Fabien, qui veut ajouter un quatrième alinéa à l'article 1 pour exclure de l'interdiction la promotion de la paix et la mise en oeuvre du droit humanitaire. Comme je l'ai déjà dit, cet alinéa est superflu. Le Conseil fédéral a rappelé à maintes reprises l'importance de maintenir les services humanitaires et de pouvoir mener à bien des missions de politique de paix correspondantes; nos bons offices doivent pouvoir continuer à être offerts. La loi fournit déjà la base juridique nécessaire.

A l'article 2, la commission a rejeté, pour les mêmes raisons, par 15 voix contre 8 et 1 abstention, la proposition défendue par la minorité Molina demandant un nouvel article 2a permettant aux organisations internationales et aux organisations humanitaires non partisans d'entrer en contact et de négocier avec toutes les parties au conflit. Ce n'est pas nécessaire, parce que c'est déjà possible. La majorité de la commission rappelle qu'il ne s'agit pas d'une loi spéciale ayant besoin de clauses d'exception, mais de l'application de l'article 260ter alinéa 2 du code pénal, qui prévoit expressément une clause d'exception pour les services humanitaires: "L'alinéa 1 lettre b ne s'applique pas aux services humanitaires fournis par un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, conformément à l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949".

Au nom de la commission, je vous invite par conséquent à rejeter les différentes propositions de minorité et à accepter la loi fédérale interdisant le Hamas et les organisations apparentées.





AMTliches BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Fridez Pierre-Alain (S, JU): Chère collègue, on comprend tout à fait le sens de la démarche en question. Simplement, il y a un petit problème, dans la capacité qu'aurait, après l'adoption de cette loi, notre pays à véritablement procéder à de bons offices et à apporter une aide humanitaire. Même si le Hamas a quasiment disparu maintenant, cela reste quelque part l'autorité sur le territoire de Gaza jusqu'à nouvel avis. J'entends bien que vous expliquez que l'aide humanitaire pourrait toujours continuer, mais si la présence suisse, pour dispenser ses bons offices ou pour participer à cette aide humanitaire, devait entrer en contact avec le Hamas dans une visée organisationnelle, pouvez-vous me confirmer qu'il n'y aurait aucun problème? Ou, dans les faits, si cette organisation est interdite, la Suisse serait-elle totalement incapable d'entrer en contact avec le Hamas?

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: Le Hamas n'est pas la seule organisation qui peut amener de l'aide à la population de la bande de Gaza. Bien au contraire. Il est responsable, par son attaque du 7 octobre 2023, de la répression brutale d'Israël et, sans vouloir prendre position ni pour l'un ni pour l'autre, je dirais qu'il porte en tout cas une part de responsabilité dans ce qui arrive maintenant à la population civile dans la bande de Gaza. Dès lors, par ses agissements, il s'est clairement discrédité aux yeux non seulement de la majorité de la commission, mais aussi du Conseil fédéral. C'est la raison pour laquelle le Hamas n'est plus un partenaire de négociation crédible. Cela n'empêche pas la Suisse de continuer à apporter ses bons offices aux autres partenaires présents dans la région.

Walder Nicolas (G, GE): Madame de Quattro, je vous pose une question pour avoir des précisions. Dans l'esprit de la majorité de la commission, quand vous parlez d'activités humanitaires, incluez-vous également les activités de développement, que ce soit l'éducation, la santé, la reconstruction ou alors le désamorçage de bombes? Vous savez qu'environ 15 pour cent des bombes qui tombent actuellement sur Gaza n'explorent pas et devront être désamorcées. Dans l'esprit de la majorité de la commission, cela fait-il partie des activités humanitaires qui seraient exemptées, si d'aventure la branche politique du Hamas restait en fonction dans la bande de Gaza?

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: Oui, cher collègue, c'est clairement la volonté de la commission. C'est également la lettre de la loi, puisque, selon l'article 260ter du code pénal, la punissabilité "ne s'applique pas aux services humanitaires fournis par un organisme humanitaire impartial", services qui comprennent clairement ces prestations indispensables.

Fivaz Fabien (G, NE): Chère collègue de Quattro, l'article 260ter du code pénal punit déjà toute activité terroriste. Pensez-vous vraiment qu'il est nécessaire d'interdire une organisation pour pouvoir poursuivre ses membres?

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: L'interdiction du Hamas permet clairement d'appliquer cet article à cette organisation, qui a montré par ses agissements qu'elle est passée du côté des terroristes et n'est plus un partenaire de discussion pour notre pays.

Porchet Léonore (G, VD): Le Hamas n'est pas considéré comme une organisation terroriste, en tout cas pas sa branche politique, par de nombreux pays dans le monde, notamment parce qu'il est le parti du gouvernement dans la bande de Gaza. Ne pensez-vous pas que la discussion que l'on a aujourd'hui et l'éventuelle interdiction du Hamas remettraient en cause le travail de bons offices de la Suisse, puisque, de fait, cela reviendrait à favoriser Israël, qui se rend coupable en ce moment de génocide en Palestine?

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: Non. Je ne partage pas cet avis.

Mahaim Raphaël (G, VD): Quand on prend ce genre de décision, indépendamment des atrocités commises ou favorisées par le Hamas, on doit se poser la question des futurs cas analogues qui pourront un jour ou l'autre se poser pour nous. Ma question est la suivante: si vous deviez dégager des critères sur la base desquels on interdirait un gouvernement ou une organisation – des critères abstraits qui vaudraient pour tel ou tel régime à l'avenir –, quels seraient ces critères? Comment les définiriez-vous? Sur quoi vous arrêteriez-vous pour vous fixer une ligne de conduite à l'avenir?

de Quattro Jacqueline (RL, VD), pour la commission: Il ne m'appartient pas de fixer ces critères. C'est au Conseil fédéral de le faire.

Barandun Nicole (M-E, ZH), für die Kommission: Das Bundesgesetz, welches Sie heute beraten, sieht vor,





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



die Hamas sowie deren Tarn- und Nachfolgeorganisationen und Gruppierungen, die im Auftrag oder Namen der Hamas handeln, in einem Spezialgesetz zu verbieten; wir reden hier also von einem Organisationsverbot. Dieses Organisationsverbot hat für die betroffenen Organisationen, Gruppierungen und Personen weitreichende Konsequenzen, weshalb eine Befristung angebracht ist. Der Gesetzgeber schafft damit aber gleichzeitig Rechtssicherheit in der Frage, ob es sich bei der Hamas um eine terroristische Organisation im Sinne von Artikel 260ter StGB handelt. Damit droht jedem, der Teil der Hamas ist oder sie in ihrer terroristischen Tätigkeit unterstützt, eine Freiheitsstrafe von bis zu zehn Jahren; im qualifizierten Fall kann die Freiheitsstrafe zwanzig Jahre betragen.

Ziel ist es, effektiver gegen die terroristischen Aktivitäten der Hamas vorzugehen, und zwar so schnell wie möglich. Dieser Schritt erfolgt als Reaktion auf den Angriff der Hamas auf Israel am 7. Oktober 2023, bei dem fast 1200 Menschen getötet und zahlreiche Zivilisten Opfer von brutaler Gewalt wurden. Rund 251 Menschen wurden verschleppt, 97 sind heute noch in der Gewalt der Hamas, wenn sie überhaupt noch leben.

Als Reaktion auf diesen beispiellosen Terrorakt der Hamas reichte Ihre Sicherheitspolitische Kommission am 10. Oktober 2023 einstimmig eine Kommissionsmotion ein, welcher Sie am 19. Dezember 2023 zugestimmt haben. Die Schwesterkommission reichte am 27. Oktober 2023 ebenfalls einstimmig eine gleichlautende Kommissionsmotion ein, die der Ständerat am 12. Dezember 2023 annahm. Der Bundesrat legte am 4. September 2024 einen entsprechenden Gesetzentwurf vor, der es den Behörden ermöglicht, effizienter

AB 2024 N 2323 / BO 2024 N 2323

gegen die Hamas und ihre Unterstützer in der Schweiz vorzugehen.

Das Gesetz bestraft die Unterstützung dieser Organisationen oder die Beteiligung an diesen Organisationen. Das Verbot erleichtert und beschleunigt den Erlass von präventiv-polizeilichen Massnahmen. Ebenso wird die Beweisführung bei Strafverfahren betreffend Artikel 260ter StGB erleichtert. Ein Organisationsverbot schafft zudem Rechtssicherheit für Finanzintermediäre bei der Bekämpfung von Terrorismusfinanzierung, und die Meldestelle für Geldwäscherei kann mit ausländischen Behörden einfacher Informationen austauschen. So wird verhindert, dass die Hamas oder verwandte Organisationen das Schweizer Finanzsystem zur Finanzierung terroristischer Aktivitäten missbrauchen. Diese Gefahr ist heute nicht gebannt, auch wenn die Hamas tatsächlich geschwächt ist.

Die Mehrheit Ihrer Kommission will den Bundesrat ermächtigen, nach Anhörung der beiden SiK weitere mit der Hamas verwandte Organisationen und Gruppierungen zu verbieten, um schnell auf neue Organisationen und Entwicklungen reagieren zu können. Als verwandt gelten Organisationen oder Gruppierungen, die eine besondere Nähe zur Hamas haben und mit ihrer Zielsetzung, mit ihrer Führung oder in ihren Mitteln übereinstimmen. Eine Minderheit beantragt Ihnen die Streichung dieser Kompetenzdelegation. Ihre Kommission beantragt Ihnen jedoch mit 21 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen, die Kompetenzzerteilung an den Bundesrat beizubehalten.

Eine Minderheit Ihrer Kommission beantragt, dass vor dem Verbot einer weiteren Organisation durch den Bundesrat nebst den beiden SiK auch die beiden APK konsultiert werden müssen. Ihre SiK beantragt Ihnen mit 15 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen, es bei einer Konsultation der beiden SiK zu belassen. Bei einem Verbot einer Terrororganisation überwiegen klar sicherheitspolitische Interessen; aussenpolitische Interessen haben zurückzutreten.

Das Hamas-Verbot im vorliegenden Gesetzentwurf hat das gesetzgeberische Ziel, die Beweisführung in der Praxis zu erleichtern. Dieses Ziel wird mit der expliziten Bezeichnung der Hamas als terroristische Organisation erreicht.

Eine Minderheit möchte einen zusätzlichen Absatz einfügen, welcher darauf hinweist, dass die Arbeit vom Bund, von multinationalen Organisationen und von NGO, die im humanitären Dienst oder im Sinne der Friedensförderung tätig sind, von der Strafbarkeit ausgenommen ist. Das ist aus Sicht der Mehrheit der Kommission nicht nötig. Gemäss Artikel 260ter StGB wird die Beteiligung an einer Organisation bestraft, die den Zweck verfolgt, Gewaltverbrechen zu begehen, oder die mittels Gewaltverbrechen die Bevölkerung einschüchtert oder eine solche Organisation in ihrer Tätigkeit unterstützt. Ich wiederhole: Unter Strafe gestellt ist die Unterstützung in ihrer Tätigkeit, also die Unterstützung von Gewaltverbrechen.

Der Mehrheit der Kommission erschliesst sich von selbst, dass dies auf humanitäre Hilfsaktionen und auf Friedensförderung nicht zutrifft. Zudem stellt bereits heute Absatz 2 von Artikel 260ter klar, dass die Strafbestimmung keine Anwendung auf humanitäre Dienste findet, die von einer unparteiischen humanitären Organisation erbracht werden. Ihre Kommission empfiehlt Ihnen mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung, auf die aus ihrer Sicht überflüssige Ergänzung zu verzichten.

Aus demselben Grund erachtet die Mehrheit der Kommission auch die Ergänzung in Artikel 2a als unnötig.





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



In der Ergänzung soll festgehalten werden, dass es Vertretern der offiziellen Schweiz sowie Vertretern von internationalen und humanitären Organisationen weiterhin erlaubt sein soll, mit Vertretern der Hamas in Kontakt zu treten. Die Mehrheit der Kommission verweist auf den klaren Wortlaut von Artikel 260ter StGB zur Unterstützung von und zur Beteiligung an Gewaltverbrechen und auf die dort formulierte Ausnahme.

Mit 20 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen beantragt Ihnen Ihre SiK die Vorlage zur Annahme. Das Organisationsverbot und die in Artikel 260ter StGB enthaltene Strafbestimmung liegen im öffentlichen Interesse. Mit ihnen geben wir unseren Strafverfolgungsbehörden ein wichtiges Instrument in die Hände, um gegen allfällige weitere Aktivitäten der Hamas und ihre Unterstützung in der Schweiz vorzugehen. Darüber hinaus positioniert sich die Schweiz in dieser Sache klar gegen eine Organisation, die aufgrund ihrer Aktivitäten die Einstufung als Terrororganisation wohl schon lange verdient.

Molina Fabian (S, ZH): Ich begründe Ihnen meine Minderheitsanträge und werde gleichzeitig für die Sozialdemokratische Fraktion sprechen.

Am 7. Oktober 2023 wurden die Bewohnerinnen und Bewohner der Kibbuzim im Süden Israels, an der Grenze zum Gazastreifen, gegen 6.30 Uhr morgens jäh aus dem Schlaf gerissen. Terroristen drangen in ihre Häuser ein, töteten wehrlose Menschen und begingen unvorstellbare Gräueltaten; sie plünderten, mordeten, entführten; sie fuhren durchs Land und schossen wahllos auf Passanten und Fahrzeuge. Der Überfall der Hamas auf Israel war das schlimmste Pogrom an Jüdinnen und Juden seit dem Holocaust. Mehr als 1200 Menschen starben, 251 Menschen wurden in den Gazastreifen verschleppt und in Geiselhaft genommen. Die Mehrheit davon wurde in der Zwischenzeit umgebracht, rund 100 Personen befinden sich immer noch in der Gewalt der Hamas.

Diese unvergleichlichen Gräueltaten konnten nicht ohne Folge bleiben, und sie erfordern eine klare Antwort der Staatengemeinschaft. Die Hamas hat sich damit als politischer Akteur völlig und für alle Zeiten delegitimiert. Die Hamas ist eine Terrororganisation. Es ist folglich richtig und wichtig, dass der Bundesrat die Gräueltaten des 7. Oktobers in den deutlichsten Worten verurteilt hat. Es ist auch richtig, dass wir die Hamas heute mit einem Spezialgesetz verbieten.

Das Gesetz ermöglicht es den Strafverfolgungsbehörden, gegen jegliche Tätigkeit von Personen für die Hamas in der Schweiz vorzugehen. Banken und andere Finanzintermediäre haben in Zukunft eine Strafe zu befürchten, wenn sie Geld für die Hamas transferieren. Bestehende Geldflüsse und Netzwerke können besser unterbrochen und ausgehoben werden. So können wir sicherstellen, dass der Plan dieser terroristischen Organisation niemals über die Schweiz unterstützt werden kann. Das ist auch ein wichtiges Zeichen an unsere jüdischen Mitbürgerinnen und Mitbürger, welchen wir sagen: Antisemitismus hat in unserem Land keinen Platz; wir sehen und hören die Anfeindungen, denen ihr ausgesetzt seid; wir nehmen eure Ängste ernst.

Mit dem Verbot der Hamas machen wir klar: Der wichtigste Beitrag der Staatengemeinschaft zu einer dauerhaften und gerechten Friedenslösung im Nahostkonflikt ist die Respektierung des Völkerrechts und insbesondere des humanitären Völkerrechts. Die Täter schwerster Verbrechen gegen das Völkerrecht dürfen nicht ungeschoren davonkommen. Mit der gleichen Überzeugung, mit der wir als SP-Fraktion heute das Verbot der Hamas unterstützen, stehen wir als Partei deshalb auch hinter der internationalen Strafjustiz, die Haftbefehle wegen Kriegsverbrechen erlassen hat. In dieser Konsequenz unterstützen wir auch die Übernahme der Sanktionen gegen gewalttätige und terroristische Siedlerorganisationen im Westjordanland. Und mit der grössten Empörung verurteilen wir die genozidalen Fantasien und Taten gewisser rechtsextremer israelischer Minister. Ein dauerhafter und gerechter Frieden, basierend auf einer Zweistaatenlösung, muss unser oberstes Ziel sein und bleiben, trotz der schrecklichen Gräueltaten, die das israelische und das palästinensische Volk vor, am und nach dem 7. Oktober 2023 erfahren haben. Die Möglichkeit, dazu einen Beitrag zu leisten, sollte unser Land auch in Zukunft haben.

Mit meiner Minderheit bei Artikel 2a beantrage ich Ihnen deshalb, zu präzisieren, dass es Vertreterinnen und Vertretern der Schweiz sowie internationaler und humanitärer Organisationen für friedenspolitische Bestrebungen sowie für humanitäre Zwecke weiterhin erlaubt sein soll, mit allen Konfliktparteien zu sprechen. Aus diesem Grund unterstützen wir auch den Antrag der Minderheit Fivaz Fabien.

Eine Ausweitung des Verbots auf mit der Hamas verbundene Tarnorganisationen soll, wie im Entwurf des Bundesrates vorgesehen, möglich sein. Weil es sich dabei aber um wesentliche Vorhaben handelt, beantrage ich Ihnen,

AB 2024 N 2324 / BO 2024 N 2324

in Artikel 1 Absatz 2 – analog zu Artikel 152 des Parlamentsgesetzes – die Konsultation der APK explizit im Gesetz festzuhalten.





Das Verbot der Hamas ist ein Schritt gegen die Straflosigkeit und zur Prävention weiterer schwerster Verbrechen. Angesichts der furchtbaren Situation im Gazastreifen, im Westjordanland und in Israel ist es damit aber nicht getan. Die Schweiz muss sich mit Nachdruck und viel aktiver für die Respektierung des Völkerrechts und für eine Zweistaatenlösung einsetzen. Die Schweiz muss alles daransetzen, dass humanitäre Hilfe in den Gazastreifen gelangt, insbesondere durch die Unterstützung der UNRWA. Die Schweiz muss sich zudem, und das ist das Allerwichtigste, dezidiert dafür einsetzen, dass es endlich einen Waffenstillstand in Gaza gibt, damit es in Gaza endlich wieder menschliche Würde gibt, damit die Bewohnenden von Gaza wieder atmen können, und dass die von der Hamas entführten Geiseln endlich freikommen.

Fivaz Fabien (G, NE): Je défendrai donc mes deux propositions de minorité. Que l'attaque du 7 octobre 2023 soit une attaque terroriste ne fait aucun doute; elle est horrible et doit être condamnée de toutes nos forces. Sur le fond, la question que nous devons nous poser est la suivante: existe-t-il un autre interlocuteur que le Hamas aujourd'hui à Gaza? Plus d'une année de guerre a montré que ce n'est pas le cas. Rappelons ici que la situation à Gaza ne s'apparente pas à une guerre civile, mais à un conflit armé au sens du droit international, avec deux belligérants, d'un côté le Hamas, de l'autre côté Israël.

Au cours des derniers mois, toutes les discussions en vue de négocier un cessez-le-feu ont impliqué le Hamas. Comment faire, ces prochaines années, si le Hamas reste au pouvoir, si le Hamas reste l'interlocuteur privilégié à Gaza? On peut rappeler qu'il a fallu historiquement reconnaître des organisations terroristes pour rechercher et pour trouver la paix et la sécurité. Parmi les exemples, citons l'OLP, l'ancien Fatah en Palestine, l'ANC en Afrique du Sud, l'IRA en Irlande. Il existe aussi l'exemple inverse, où le refus d'incorporer ces groupes dits terroristes dans les pourparlers a empêché de créer les conditions d'une paix durable. L'exemple le plus flagrant est celui des talibans en Afghanistan.

Entretemps, la riposte d'Israël a fait plus de 40 000 morts, majoritairement des femmes et des enfants – 17 000 enfants –, et détruit presque toutes les infrastructures à Gaza. La question de l'acheminement de l'aide humanitaire, la question du soutien à la reconstruction, que ce soit des infrastructures, des écoles, des hôpitaux, la question des discussions qui permettront de rétablir la paix et la sécurité dans la région doivent à notre avis être centrales. Elles sont beaucoup plus importantes que l'interdiction en partie symbolique du Hamas.

Le fait que seuls les efforts humanitaires soient exclus du champ de l'application de la loi est à notre avis problématique et fait l'objet de ma deuxième proposition de minorité pour un nouvel alinéa 4. Si vous allez relire les débats autour de l'exception, à l'article 260ter alinéa 2 du code pénal, que nous avons menés ici en 2020, vous verrez que notre Parlement a volontairement très fortement limité ce principe. Relisez-les: l'exception touche uniquement les organismes humanitaires impartiaux tels que le CICR, conformément à l'article 3 commun aux Conventions de Genève. A l'époque, le Conseil fédéral était opposé à cet ajout et ne l'avait pas introduit dans son message destiné au Parlement. Le PLR et l'UDC s'y étaient également opposés. Aujourd'hui, il sert en fait à justifier de ne rien prévoir de plus. J'ai de la peine à comprendre. De nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales sont actives beaucoup plus largement. Est-ce que participer à la reconstruction de Gaza pourrait être considéré comme une activité de soutien au terrorisme? Est-ce que le fait de construire un hôpital, une école ou soutenir directement la population civile en dehors de ce cadre strictement humanitaire pourrait être poursuivi? Quid de la capacité de la Suisse à proposer et accompagner un futur processus de paix? Allons-nous poursuivre une personne qui, par exemple, envoie de l'argent à sa famille sur place? Pour prendre une question brûlante d'actualité, qui n'a pas encore reçu de réponse: est-ce que l'UNRWA correspond à la définition que nous avons mise à l'alinéa 2 de l'article 260ter?

En tout cas, au vu des discussions que nous avons eues ce matin lors du budget, cela ne semble pas être le cas. Toutes ces questions peuvent être réglées si vous suivez ma minorité. Le second point problématique est lié à la capacité donnée au Conseil fédéral d'étendre la liste des organisations et groupements à interdire, quasiment sans garde-fou, sinon la consultation des Commissions de la politique de sécurité, qui – rappelons-le – sont souvent peu critiques et surtout peu versées dans les questions de politique internationale. Si la définition est très longue, elle n'est pas très précise et donne énormément de pouvoir et de marge de manoeuvre au Conseil fédéral. Si vous lisez le texte, les "ou" sont extrêmement importants: "les dirigeants, les buts ou les moyens"; le soutien peut être donné "directement ou indirectement".

Rappelons quand même que jusqu'à présent, nous avons une loi extrêmement restrictive: la loi sur le renseignement à l'article 74 fixe que l'interdiction est possible uniquement dans le cadre d'une interdiction ou de sanctions prises par les Nations Unies.

A notre avis, la nouvelle formulation donne beaucoup trop de marge de manoeuvre et nous vous proposons donc de biffer l'article 1 alinéa 2; je vous remercie donc de suivre mes minorités.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Nause Reto (M-E, BE): Spätestens am 7. Oktober 2023 hat die Hamas die letzte Maske fallen lassen und ihre wüste Fratze des Terrors gezeigt. Im grössten Massenmord an Jüdinnen und Juden seit dem Zweiten Weltkrieg sind über 1200 Menschen massakriert worden, über 5000 Menschen wurden verletzt. Hunderte Menschen wurden verschleppt, werden heute noch gefangen gehalten, wurden ermordet oder sind gestorben. Unschuldige Menschen wurden an einem Open-Air-Festival vom Terror überrascht, oder sie wurden in ihren Kibbuzim unvermittelt attackiert. Zu Hunderten wurden Frauen systematisch vergewaltigt, die Taten mit den Handys der Opfer gefilmt und diese Filme an die Angehörigen verschickt.

Für die Mitte-Fraktion steht es ausser jedem Zweifel, dass die Hamas eine Terrororganisation ist. Historiker sehen das so, die EU sieht das so, die USA sehen das so, diverse Nachbarstaaten sehen das auch so.

Wir wollen schnell ein griffiges Verbot. Wir lehnen auch alle Minderheitsanträge, die vorliegen, ab. Diese Minderheitsanträge schaffen unnötige Bürokratie, sie schaffen kompliziertere Abläufe oder sie verwässern letztlich ein klares Verbot.

Wir sehen die Dinge bei der Hisbollah übrigens genau gleich. Die entsprechende Motion werden wir ja im Anschluss beraten. Dieser Motion werden wir ebenfalls zustimmen.

Wir sind froh, dass die vorberatende SiK ein glasklares Zeichen gesetzt hat; wir sind froh, dass auch der Ständerat ein klares Zeichen gesetzt hat; und wir hoffen, dass Sie heute ebenfalls ein klares Zeichen setzen werden.

Hässig Patrick (GL, ZH): Hamas steht für Terror. Auch in der Schweiz ist es längst an der Zeit, diese Organisation zu dem zu erklären, was sie ist: zu einer Terrororganisation. Es ist daher konsequent und notwendig, die Hamas auch in der Schweiz als terroristische Organisation nach Artikel 260ter StGB einzustufen und zu verbieten.

Artikel 260ter stellt die Beteiligung an und Unterstützung von kriminellen und terroristischen Organisationen unter Strafe. Ein solches Verbot erleichtert den Schweizer Strafverfolgungsbehörden das Vorgehen gegen Personen, die in der Schweiz die terroristischen Ziele der Hamas unterstützen. Zudem stärkt es die Bemühungen, den Schweizer Finanzplatz davor zu schützen, für die Finanzierung terroristischer Aktivitäten missbraucht zu werden. Mit dem Verbot können die Behörden leichter und effizienter präventiv-polizeiliche Massnahmen wie Einreiseverbote oder Ausweisungen ergreifen. Das Verbot schafft auch Rechtssicherheit bei der Bekämpfung der Terrorismusfinanzierung. Sie sehen, es geht um die Sicherheit in der Schweiz.

Wir von der GLP setzen uns jedoch weiterhin dafür ein, dass die Schweiz durch humanitäre und diplomatische

AB 2024 N 2325 / BO 2024 N 2325

Massnahmen alles in ihrer Macht Stehende tut, um Leid zu lindern. Artikel 260ter Absatz 2 StGB sieht Ausnahmen für Personen vor, die im Rahmen der Erbringung von humanitären Diensten mit der Hamas interagieren, beispielsweise Vertreter des IKRK. Auch diplomatische Bemühungen der Schweiz, den Konflikt zu beenden, können mit der Annahme des Gesetzes fortgeführt werden, weil damit keine willentliche Erhöhung des Gefährdungspotenzials der Hamas angestrebt wird. Nochmals: Solche humanitären und diplomatischen Massnahmen bleiben auch nach dem Verbot der Hamas möglich. Aus diesen Gründen lehnen wir die Minderheitsanträge ab und folgen hier der Mehrheit.

Auch erachten wir es als ausreichend, dass der Bundesrat nach Artikel 1 Absatz 2 die beiden SiK konsultiert. Wir folgen auch hier der Mehrheit der SiK und lehnen den Minderheitsantrag I (Molina) ab.

Der Dezember hat begonnen, für viele Menschen weltweit die Zeit der Besinnung und Lichter. Frieden und Sicherheit als globaler Wunsch stehen über allem. Auch wenn ein Verbot nicht unmittelbar Frieden bringt, ist es doch ein wichtiges Zeichen dafür, dass wir hier in der Schweiz Terror und Gewalt ablehnen und auch unter Strafe stellen.

Ich bitte Sie im Namen der Grünliberalen Fraktion, dem Beschluss des Ständerates zu folgen und die Minderheitsanträge zu unterstützen.

Zuberbühler David (V, AR): Ein Verbot der Hamas ist ein notwendiger und längst überfälliger Schritt, der von Parlament und Bundesrat schon viel früher hätte gemacht werden müssen. Es brauchte das schwerste Verbrechen an Juden seit dem Zweiten Weltkrieg, damit endlich gehandelt wird. Am 7. Oktober 2023, also vor etwas mehr als einem Jahr, hat die Terrororganisation Hamas einen verheerenden Angriff auf Israel verübt. Über 1000 Terroristen drangen auf dem Land-, See- und Luftweg an mehreren Orten in Israel ein und begannen ein entsetzliches Massaker. Hunderte unschuldige Zivilisten kamen dabei auf grausamste Art und Weise ums Leben, unzählige Menschen wurden verletzt, und über 240 Geiseln wurden auf brutalste Art in den Gazastreifen verschleppt. Rund 150 Männer, Frauen und Kinder konnten inzwischen befreit werden, einige waren





allerdings bereits tot. Etwa 100 Geiseln befinden sich nach wie vor in der Gewalt der Terrorgruppe, ihr Schicksal ist ungewiss. Der 7. Oktober stellt wegen der Grausamkeit und dem Ausmass des Angriffs ein beispielloses Ereignis dar, das uns eindringlich vor Augen führt, dass die Hamas eine terroristische Organisation ist, die ohne Rücksicht auf Menschenleben agiert und Angst und Schrecken verbreitet.

In ihrer Gründungscharta von 1988 bekennt sich die Hamas offen zum Ziel, das einzige demokratische Land im Nahen Osten, den Staat Israel, zu zerstören und an seiner Stelle einen islamischen Staat zu errichten. Die Charta spricht davon, dass es keinen Kompromiss und Frieden mit Israel geben könne, und ruft zur Gewalt und zum Dschihad auf, um dieses Ziel zu erreichen. Die Terrororganisation hat zwar 2017 ihre Charta teilweise überarbeitet, allerdings gibt es inhaltlich nur begrenzte Veränderungen, die das grundsätzliche Ziel der Organisation betreffen. Im neuen Dokument erkennt die Hamas Israel weiterhin nicht an, und es wird betont, dass die gesamte Region Palästina, vom Jordan bis zum Mittelmeer, als islamisches Land betrachtet wird, das vollständig befreit werden soll.

Dabei bleibt die Hamas ihrem langfristigen Ziel treu, nämlich durch Gewalt und militärische Mittel die vollständige Kontrolle über das Gebiet zu erlangen, während sie jegliche diplomatischen Lösungsansätze ablehnt. Zudem betont sie in ihren Veröffentlichungen, dass der bewaffnete Widerstand gegen Israel ein zentraler Bestandteil ihrer Identität bleibt und sie keinen Kompromiss mit dem jüdischen Staat eingehen wird. Die Hamas rückt folglich kein Stück weit von ihrer Ideologie ab und lehnt Verhandlungen sowie die Anerkennung Israels konsequent ab.

Die Hamas ist nicht nur eine Bedrohung für den Nahen Osten, sondern eine Bedrohung für die gesamte freie Welt. Die Hamas verfolgt ein Ziel, das den Prinzipien der Demokratie, der Menschenrechte und der internationalen Sicherheit zuwiderläuft. Ihre Ideologie, die zu brutalster Gewalt und Zerstörung aufruft, stellt eine direkte Gefahr für die Stabilität und den Frieden in der Region sowie weltweit dar. Umso wichtiger ist es, mögliche terroristische Aktivitäten und Strukturen auch in unserem Land zu verhindern. Wir müssen sicherstellen, dass keine Netzwerke und Unterstützer der Hamas in unserem Land Fuss fassen. Wir müssen sicherstellen, dass Propaganda, Anwerbung, finanzielle Unterstützung und andere Aktivitäten zugunsten des Terrornetzwerkes strafrechtlich konsequent verfolgt und geahndet werden können. Ein klares Verbot der Hamas in unserem Land zeigt, dass wir uns entschieden gegen Gewalt stellen und entschlossen sind, die Werte unserer offenen und freien Gesellschaft zu verteidigen.

Abschliessend lässt sich sagen, dass der 7. Oktober 2023 ein Wendepunkt in der internationalen Sicherheitslage war. Der verheerende Angriff der Hamas auf Israel hat nicht nur die entsetzliche Brutalität der Terrororganisation aufgedeckt, sondern auch die dringende Notwendigkeit aufgezeigt, global gegen extremistische Ideologien vorzugehen. Die Hamas und die Hisbollah, über deren Verbot Sie gleich im Anschluss diskutieren, verfolgen nicht nur regionale Ziele, sondern stellen eine ernsthafte Bedrohung für die Prinzipien der Demokratie und des weltweiten Friedens dar.

Es ist an der Zeit, dass wir eine klare und unmissverständliche Haltung einnehmen. Ein Verbot der Hamas in unserem Land ist ein essenzieller Schritt, um der Gewalt Einhalt zu gebieten und um unsere Werte der Freiheit und der Menschenrechte zu schützen. Indem wir die Hamas und ähnliche Organisationen wie die Hisbollah konsequent ablehnen, setzen wir ein klares Zeichen. Wir stehen ein für den Frieden, für den Schutz von Leben und für eine Zukunft, in der Terrorismus keinen Platz hat.

Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie daher, das Bundesgesetz über das Verbot der Hamas sowie verwandter Organisationen anzunehmen und bei den Artikeln 1 und 2 jeweils der Mehrheit zu folgen.

Walder Nicolas (G, GE): Le 7 octobre 2023, les Verts ont immédiatement et fermement condamné l'attaque terroriste et barbare de la branche armée du Hamas contre les civils israéliens. Nous avons également appelé à l'adoption de sanctions fortes et étendues contre tous les auteurs de cette attaque, afin qu'aucune personne, entreprise ou institution en Suisse ne puisse se rendre complice de ces crimes. Cette position est d'ailleurs en parfaite cohérence avec notre demande réitérée d'intégrer dans la loi sur les embargos la possibilité de prendre des sanctions de façon autonome contre tous les Etats, entités ou individus coupables de violations graves du droit international et des droits humains. C'est aussi cohérent avec notre insistance pour que la Suisse reprenne les sanctions de l'Union européenne contre les Etats ou entités qui bafouent de façon grave et répétée les droits humains, par exemple à Téhéran, dans le Xinjiang ou en Cisjordanie, des demandes, faut-il le rappeler, jusqu'ici refusées par le Conseil fédéral et la majorité de droite de ce Parlement. C'est vous dire que, sur le fond, nous sommes pleinement satisfaits de voir notre pays mettre enfin des limites claires aux collaborations avec des criminels au sens du droit international.

Toutefois, chères et chers collègues, le projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui soulève de nombreuses questions, car il va bien au-delà de l'adoption de sanctions. Il vise en effet pour la première fois de l'histoire



à légiférer pour interdire en Suisse une organisation politique sans que l'interdiction ait été prononcée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Jusqu'ici, il appartenait aux tribunaux de juger si une organisation pouvait être qualifiée de terroriste. C'est d'autant plus particulier que, en dépit des arguments du Conseil fédéral, le Hamas n'a pas, jusqu'à aujourd'hui, menacé spécifiquement et directement la Suisse, et, au vu de son affaiblissement, il ne risque pas de le faire dans un avenir proche. Et si les craintes de la communauté israélienne de Suisse pour sa sécurité sont légitimes, et nous en sommes conscients, nos autorités doivent y répondre avec fermeté. Car l'antisémitisme, cela a été dit et je le redis ici, n'a pas sa place en Suisse.

AB 2024 N 2326 / BO 2024 N 2326

Mais le projet qui nous est présenté relève, pour nous, plus d'une question de politique extérieure. C'est pourquoi notre parti soutiendra, en cas de refus de la proposition de la minorité II (Fivaz Fabien), la proposition de la minorité I (Molina), qui demande que la CPE soit également consultée avant d'éventuellement étendre l'interdiction à d'autres organisations. Car au-delà du symbole, les enjeux diplomatiques inhérents à une telle interdiction sont nombreux.

Le premier des défis est celui de pouvoir justifier le caractère exceptionnel de cette loi, afin d'éviter que notre pays se retrouve sous pression pour étendre l'interdiction à d'autres organisations à travers le monde. Car les trois objectifs avancés par le conseiller fédéral Jans devant le Conseil des Etats restent très vagues. Il s'agirait, je le cite, de protéger la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse, de simplifier la procédure pénale et de mieux lutter contre le financement du terrorisme. Autant d'objectifs qui pourraient tout aussi bien s'appliquer à des centaines d'autres organisations que le Hamas. C'est d'ailleurs tellement peu ciblé que la majorité de notre Parlement s'apprête déjà aujourd'hui à ajouter le Hezbollah sur la liste. En ce sens, cette loi pourrait bien rapidement s'apparenter à l'ouverture de la boîte de Pandore et entraîner notre pays sur une pente très glissante.

Le deuxième risque pour la Suisse est de ne plus pouvoir jouer pleinement son rôle de soutien humanitaire, de développement et de promotion de la paix dans la région. D'autant plus que les infrastructures à Gaza, largement détruites par les bombardements en cours, devront inévitablement être reconstruites rapidement. Les médecins ou entrepreneurs suisses prendront-ils le risque d'être condamnés à 10 ans de prison en participant à la reconstruction de Gaza, sachant que le Hamas restera selon toute vraisemblance un groupe politique présent et influent à Gaza?

Enfin, notre parti redoute que cette loi n'affecte la marge de manoeuvre ainsi que la réputation d'impartialité de la Suisse, deux atouts indispensables pour jouer un rôle diplomatique dans une région si sensible. Rappelons-nous que, traditionnellement, le succès des bons offices de la Suisse est lié en premier lieu au dialogue qu'elle a toujours su maintenir avec toutes les parties au conflit, même les moins recommandables.

C'est pourquoi, pour réduire les risques liés à une interdiction du Hamas, nous avons déposé deux propositions de minorité Fivaz Fabien à l'article 1. Elles permettraient d'éviter une extension infinie de cette loi et, par ailleurs, de protéger clairement les activités autres qu'humanitaires, dont les Gazaouis auront désespérément besoin ces prochaines années, comme la paix et la reconstruction de leur territoire, largement détruit. Si ces propositions de minorité devaient être acceptées, notre groupe soutiendrait unanimement ce projet de loi. Sinon, seule une partie de notre groupe le soutiendra. Une autre partie le refusera ou s'abstiendra, estimant que malgré l'émotion légitime que suscitent les actes indicibles du 7 octobre 2023, il serait contre-productif de mettre en péril les bons offices ainsi que les nécessaires engagements de la Suisse à Gaza, et que la loi sur les embargos est suffisante pour couper tout soutien suisse au Hamas.

Mesdames et messieurs, s'il est louable d'être ferme vis-à-vis des terroristes, j'aimerais rappeler ici que le meilleur moyen de combattre le Hamas reste encore d'offrir une perspective d'espoir aux 5,5 millions de personnes vivant en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'aux millions de réfugiés palestiniens à travers le monde. Cela passera par l'imposition d'un cessez-le-feu immédiat, l'accès à l'aide humanitaire, la libération des prisonniers et des otages, la fin de la colonisation, ainsi que l'ouverture de négociations de paix, afin qu'une solution durable à deux Etats puisse être implémentée rapidement, un processus dans lequel la Suisse doit encore pouvoir jouer un rôle. Dès lors, je vous invite à soutenir les minorités Fivaz Fabien et les minorités Molina, afin que la Suisse puisse contribuer à ce qu'un jour Palestiniens et Israéliens vivent en paix sur leurs terres respectives.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Cher collègue, vous êtes membre de la Commission de politique extérieure. Vous êtes donc un spécialiste de ces problèmes. Mon pays se prétend être le pays voulant proposer et appliquer les bons offices dans le plus grand nombre possible de circonstances. Pouvez-vous m'expliquer, car vous n'avez pas tout à fait la même définition des bons offices qu'un rapporteur de la commission qui est intervenu





précédemment: les bons offices se font-ils seulement avec l'une des parties ou bien avec les deux parties à un conflit? Pourriez-vous nous fournir des précisions?

Walder Nicolas (G, GE): A la base, les bons offices doivent servir à créer le lien entre deux parties, aussi détestables soient-elles. Je rappelle que des discussions de paix sont menées dans des régions du monde où l'une ou l'autre partie, voire les deux, sont responsables de milliers de morts, voire plus, mais il se trouve que, lorsque l'on veut apporter la paix dans un endroit, il faut être prêt à discuter avec les deux parties. En interdisant un parti politique ou en interdisant l'une des parties, nous ne pourrions donc pas jouer ce rôle, le rôle que joue aujourd'hui le Qatar ou l'Egypte. Nous ne pourrions pas aujourd'hui le jouer du fait d'avoir pris cette position, d'autant plus que la capacité de l'une des parties à accepter le rôle de la Suisse dépend aussi du fait d'être, d'une certaine façon, respectée par la Suisse; à partir du moment où l'on est interdit par la Suisse, on ne va pas choisir la Suisse comme médiateur ou partenaire dans une recherche de paix.

Schlatter Marionna (G, ZH): Die Grünen verurteilen den Überfall der Hamas vom 7. Oktober 2023 auf israelische Zivilpersonen klar und unmissverständlich. Es war ein terroristischer Akt, der grosses Leid gebracht hat. Unser Mitgefühl gilt den Opfern, ihren Familien und den Geiseln, die sich weiterhin in der Gewalt der Hamas befinden. Die Grünen unterstützen darum auch grundsätzlich ein Verbot der Hamas.

Trotzdem gibt es in unserer Fraktion unterschiedliche Bewertungen dieser Gesetzesvorlage. Denn dieses Gesetz ist ein Spezialfall: Während es normalerweise den Gerichten obliegt, zu beurteilen, ob eine Organisation eine terroristische Organisation ist, nehmen wir bei diesem Gesetz als Gesetzgeber diese Abwägung vor. Das ist ein Mittel, das wir nur mit grösster Zurückhaltung nutzen sollten. Die nachfolgend zu behandelnde Motion zum Verbot der Hisbollah zeigt aber, dass es keine solche Zurückhaltung gibt und dass wir hier Tür und Tor öffnen und einen schwierigen Weg einschlagen. Dieses Gesetz ist ein Spezialfall, da damit zum ersten Mal eine politische Organisation verboten werden soll, ohne dass ein Beschluss des UNO-Sicherheitsrates vorliegen würde und ohne dass diese Organisation eine direkte Bedrohung für unser Land darstellen würde. Dieser Hinweis soll die schrecklichen Taten der Hamas in keiner Art und Weise rechtfertigen, im Gegenteil. Es gilt aber, diesen Tatsachen Rechnung zu tragen.

Die Grüne Fraktion hat das getan und kommt dabei zu zwei unterschiedlichen Schlussfolgerungen. Ein Teil der Fraktion unterstützt das Gesetz. Dieser Teil sieht darin ein klares Signal gegen die Methoden der Hamas und begrüsst es, dass menschenrechtliche Bedenken im Gesetzentwurf berücksichtigt wurden. Für diesen Teil der Fraktion ist das Gesetz ein Schritt, um sicherzustellen, dass sich keine Organisation in der Schweiz ungestraft an solchen Verbrechen beteiligen kann. Ein anderer Teil der Fraktion lehnt die Vorlage aber ab. Dieser Teil sieht Risiken, insbesondere für die Meinungsäusserungsfreiheit, die humanitäre Hilfe und die Vermittlungsrolle der Schweiz im Konflikt. Es bleibt unklar, wie sich das Gesetz auf diese Bereiche auswirken könnte, da es sich wie gesagt um den ersten Fall handelt, in dem eine politische Organisation ohne Beschluss des UNO-Sicherheitsrates verboten werden soll.

Die Minderheiten Molina und Fivaz Fabien tragen diesen Bedenken Rechnung. Werden diese Minderheitsanträge berücksichtigt, wird die Grüne Fraktion der Vorlage zustimmen. Falls die Minderheiten keine Ratsmehrheit erhalten, wird die Grüne Fraktion eine differenzierte Haltung vertreten.

Unabhängig von der Entscheidung über dieses Gesetz dürfen wir auch die grösseren Zusammenhänge nicht aus den Augen verlieren. Die Grünen verurteilen nicht nur die

AB 2024 N 2327 / BO 2024 N 2327

Terrorangriffe der Hamas, sondern auch die unhaltbare Situation im Gazastreifen. Diese Gewalt fordert täglich zivile Opfer, zerstört Infrastruktur und gefährdet jede Perspektive auf Frieden. Ein sofortiger Waffenstillstand ist überfällig. Die Herausforderungen in Gaza und in der gesamten Region lassen sich nicht allein durch Verbote und Sanktionen lösen. Sie erfordern humanitäre Hilfe, diplomatische Anstrengungen und langfristige politische Lösungen. Die Schweiz muss als Vermittlerin zwischen den Konfliktparteien agieren können. Das darf durch dieses Gesetz nicht gefährdet werden.

Theiler Heinz (RL, SZ): Als Vertreterinnen und Vertreter eines liberalen Staates, des Depositarstaates der Genfer Konventionen und einer westeuropäischen Demokratie ist es unsere Pflicht, in aller Härte gegen terroristische Organisationen vorzugehen. Der Schutz von Zivilpersonen ist oberstes Gebot unseres westlichen Staatsverständnisses. Deshalb begrüsst die FDP-Liberale Fraktion das Verbot der Hamas als klare Antwort auf die grausame Terrorattacke der Hamas am 7. Oktober 2023 auf Jüdinnen und Juden, auf Zivilisten, Frauen und sogar Kinder, unter anderem an einem friedlichen Musikfest. Diese brutalen Angriffe forderten das Leben von fast 1200 Personen aus Israel und auch aus anderen Staaten, so auch aus der Schweiz.





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Mit diesem Verbot erhalten die Bundesbehörden die notwendigen Instrumente, um gegen allfällige Aktivitäten der Hamas oder die Unterstützung dieser Organisation in der Schweiz vorzugehen. Das Verbot der Hamas schafft zudem Rechtssicherheit für Finanzintermediäre bei der Bekämpfung der Terrorismusfinanzierung. Die Meldestelle für Geldwäscherei kann dadurch einfacher mit ausländischen Behörden Informationen über Finanzflüsse mit Verdacht auf Terrorismusfinanzierung austauschen und verhindern, dass die Hamas oder verwandte Organisationen das Schweizer Finanzsystem zur Finanzierung terroristischer Aktivitäten missbrauchen. Denn die Hamas-Netzwerke konzentrieren sich in Europa vor allem auf Finanzierungsfragen. Mit diesen Massnahmen wird verhindert, dass die Schweiz zu einem Ziel oder zu einem Rückzugsort der Hamas wird. Das Hamas-Verbot entspricht der am 31. Mai dieses Jahres genehmigten Strategie der Schweiz zur Terrorismusbekämpfung. Zudem stehen friedenspolitische Bemühungen der humanitären Dienste durch die Ausnahme Klausel in Artikel 260ter Absatz 2 StGB nicht unter Strafe. Es ist ausserdem sichergestellt, dass die strafrechtliche Sanktionierung und Rechtsetzung zu Organisationsverboten kohärent sind. Im Detail werden die Hamas selbst sowie alle Tarn- und Nachfolgeorganisationen der Hamas verboten. Der Bundesrat soll zudem die Kompetenz erhalten, auch Organisationen und Gruppierungen zu verbieten, deren Führungspersonen, Zielsetzungen oder Mittel mit denjenigen der Hamas übereinstimmen und die mittelbar oder unmittelbar terroristische oder gewalttätig-extremistische Aktivitäten unterstützen und damit die Sicherheit der Schweiz bedrohen.

Ihre SiK nahm den Gesetzentwurf mit 20 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen an. Der Ständerat nahm die Gesetzesvorlage gestern mit 37 zu 1 Stimmen an.

Aus liberaler Sicht verteidigen wir mit diesem Gesetz unsere Werte, erhöhen die Sicherheit der Schweiz und schützen damit nicht zuletzt Menschenleben. Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt die Annahme dieser Vorlage und wird den Anträgen der Mehrheit folgen.

Ich danke Ihnen für die Berücksichtigung unserer Empfehlungen.

Jans Beat, Bundesrat: Am 7. Oktober 2023, Sie haben es gehört, tötete die Hamas in Israel fast 1200 Personen, darunter auch zwei Schweizer. Rund 250 Personen wurden in den Gazastreifen entführt. Die Hamas-Führung verkündete, dass solche Angriffe wiederholt würden, bis der Staat Israel vernichtet sei.

Parlament und Bundesrat haben den brutalen Terroranschlag der Hamas mehrfach und aufs Schärfste verurteilt. Als Reaktion auf diesen beispiellosen Terrorakt reichten die beiden SiK im Oktober 2023 jeweils einstimmig eine Kommissionsmotion zum Verbot der Hamas ein. National- und Ständerat stimmten diesen Motionen zu. Im November 2023 beauftragte der Bundesrat deshalb das EJPD, in Zusammenarbeit mit dem VBS bis zum Februar 2024 eine Vernehmlassungsvorlage für das Hamas-Verbot vorzulegen. Der Bundesrat hat den entsprechenden Gesetzentwurf in die Vernehmlassung gegeben und die Ergebnisse daraus in den vorliegenden Entwurf und in die Botschaft eingearbeitet. Am 4. September 2024 hat der Bundesrat die Botschaft und den Entwurf zum Bundesgesetz über das Verbot der Hamas sowie verwandter Organisationen gutgeheissen. Das Gesetz zum Verbot der Hamas ist in der Vernehmlassung grossmehrheitlich auf Zustimmung gestossen. Aufgrund der Rückmeldungen wurde es punktuell noch präzisiert. Das Gesetz sieht weiterhin vor, dass nebst der Hamas auch Tarn- und Nachfolgeorganisationen der Hamas sowie Organisationen und Gruppierungen, die im Auftrag oder im Namen der Hamas handeln, verboten sind. Das Gesetz ermöglicht es dem Bundesrat zudem, weitere Organisationen und Gruppierungen als terroristische Organisationen einzustufen und zu verbieten, wenn sie eine besondere Nähe zur Hamas haben und mit ihr in Zielsetzung, Führung oder Mitteln übereinstimmen. Diese Bestimmung ist nach der Vernehmlassung noch präzisiert worden. Demnach konsultiert der Bundesrat vorab die beiden SiK, wenn er solche zusätzlichen Verbote aussprechen will.

Es gab in den Kommissionen Anträge, die verlangten, dass der Bundesrat nebst den beiden SiK auch die beiden APK konsultieren müsse. Diese Anträge wurden abgelehnt. Anträge aus der APK und der SiK, wonach es dem Bundesrat nicht möglich sein soll, weitere verwandte Organisationen zu verbieten, wurden ebenfalls abgelehnt. Gegen ein solches Verbot kann beim Bundesverwaltungsgericht Beschwerde erhoben werden. Das ist auch ein neues Element, das nach der Vernehmlassung aufgenommen wurde.

In der Botschaft ist nun weiter präzisiert, welche Unterstützungshandlungen durch das Gesetz verboten werden. So sind insbesondere humanitäre Dienste und friedenspolitische Bemühungen keine strafbaren Unterstützungshandlungen. Es ist unbestritten, dass die humanitäre Politik und die Tradition der Schweiz beibehalten werden sollen. Das Strafgesetzbuch sieht zu diesem Zweck eine Ausnahmeregelung vor, die auch für das Hamas-Verbot gilt. In der SiK-N, der SiK-S und der APK-N wurde eine Ausnahmeregelung im Gesetzentwurf diskutiert, welche humanitäre Hilfe und friedenspolitische Bemühungen ausdrücklich erlauben würde. Eine solche Regelung ist, wie bereits erwähnt, aber nicht notwendig. Eine Ausnahme für humanitäre Hilfe ist bereits in Artikel 260ter StGB enthalten. Zudem sind nur Handlungen strafbar, die das Gefährdungspotenzial





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



der Hamas erhöhen. Humanitäre Hilfe sowie friedenspolitische Bemühungen sind natürlich keine strafbaren Unterstützungshandlungen. Alle Kommissionen lehnten deshalb die Ergänzungen des Gesetzes mit solchen Ausnahmen ab.

Weiter ist nun die Zuständigkeit des Bundes für die Verfolgung und Beurteilung der Beteiligung an oder Unterstützung der Hamas oder verwandter Organisationen explizit im Gesetz festgehalten. Auf die Einführung einer neuen Strafbestimmung analog zum früheren Bundesgesetz über das Verbot der Gruppierungen Al-Kaida und "Islamischer Staat" sowie verwandter Organisationen wurde verzichtet. Mit Artikel 260ter StGB existiert nämlich bereits ein Straftatbestand, der die Beteiligung an und die Unterstützung einer Terrororganisation unter Strafe stellt. Artikel 260ter StGB wurde 2021 verschärft. Personen, die sich an terroristischen Organisationen beteiligen oder solche Organisationen unterstützen, müssen mit einer Freiheitsstrafe von bis zu zehn Jahren oder einer Geldstrafe rechnen. Wer in solchen Organisationen massgeblichen Einfluss hat, kann bis zu zwanzig Jahre Freiheitsstrafe erhalten.

Ich komme nun noch zur eigentlichen Kernfrage des Gesetzes. Welchen Nutzen hat das Hamas-Verbot? Der Bundesrat verfolgt damit drei Hauptziele: die innere und äussere Sicherheit der Schweiz zu schützen, die Strafverfolgung zu vereinfachen und die Finanzierung von Terrorismus zu bekämpfen. Was heisst das konkret? Ein paar Beispiele: Die Schweiz kann mit dem Verbot gefährliche Personen einfacher

AB 2024 N 2328 / BO 2024 N 2328

fernhalten. Die Behörden können zwar bereits jetzt Einreiseverbote gegen Personen aussprechen oder Ausweisungen verfügen, wenn sie die innere oder äussere Sicherheit der Schweiz gefährden. Das Verbot der Hamas erleichtert und beschleunigt diese präventiv-polizeilichen Massnahmen jedoch, weil der Nachweis, dass die Hamas eine Terrororganisation ist, bereits qua Gesetz erbracht ist.

Es wird auch einfacher, Strafverfahren durchzuführen. Bereits jetzt wird bestraft, wer Mitglied einer terroristischen Organisation ist oder eine solche unterstützt. Aber die Hürden für eine Verurteilung sind hoch. Die Anklage muss in jedem Einzelfall beweisen, dass die Organisation tatsächlich terroristischer Natur ist. Das gesetzliche Verbot erleichtert die strafrechtliche Beweisführung im Fall der Hamas, weil es Klarheit und Rechtssicherheit für die Strafverfolgungsbehörden schafft. Wer also die terroristischen Aktivitäten der Hamas unterstützt, sei es, indem er zum Beispiel über Propaganda Leute anwirbt oder die Hamas finanziert, kann strafrechtlich verfolgt werden.

Mit dem Verbot wird es für die Hamas auch schwieriger, die Schweiz als Finanzdrehscheibe zu nutzen. Banken und andere Finanzdienstleister müssen Geschäftsverbindungen mit Bezug zur Hamas künftig zwingend melden. Für die Finanzintermediäre führt das Verbot zu Rechtssicherheit, denn sie müssen nicht mehr selbst beurteilen, ob es sich bei der Hamas um eine terroristische Organisation handelt.

Ich fasse zusammen: Das Verbot der Hamas ist eine gezielte Reaktion auf den Terroranschlag vom 7. Oktober 2023, bei dem die Hamas rund 1200 unschuldige Personen ermordet hat. Das Hamas-Verbot erleichtert in der Schweiz präventiv-polizeiliche Massnahmen sowie die strafrechtliche Beweisführung und erschwert es der Hamas, die Schweiz als Finanzdrehscheibe zu nutzen. Der Bundesrat kann ein Verbot weiterer Organisationen vorsehen, wenn er zum Schluss kommt, dass Zielsetzung, Führung oder Mittel übereinstimmen. Er konsultiert dazu die beiden SiK. Humanitäre und friedenspolitische Aktivitäten sind weiterhin möglich, sie sind vom Verbot nicht tangiert.

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und bitte Sie, die Vorlage anzunehmen.

Walder Nicolas (G, GE): Monsieur le conseiller fédéral, merci pour vos explications. J'aimerais vous poser une question que j'ai posée précédemment à la rapporteuse de la commission: selon l'interprétation du Conseil fédéral, quand vous parlez d'exempter les activités humanitaires, incluez-vous toutes les activités en lien avec le développement et la reconstruction, avec le déminage et le désamorçage de bombes? Comptez-vous éditer une liste des organisations considérées comme suffisamment neutres et impartiales pour pouvoir travailler dans la bande de Gaza, sachant que les autorités du Hamas risquent d'être présentes pour quelque temps encore?

Jans Beat, conseiller fédéral: Merci pour ces questions. La réponse est claire: les activités humanitaires de la Suisse ne sont pas touchées par cette loi. La Suisse pourrait toujours prendre contact, même avec des représentants du Hamas. Si elle pense qu'il ne faut pas le faire pour le moment, c'est théoriquement toujours possible.

Mahaim Raphaël (G, VD): La question qui se pose aujourd'hui en raison de l'atrocité des actes commis par le Hamas, c'est d'interdire cette organisation. Mais on doit aussi avoir une vision à long terme et se demander





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



quels seront les critères que la Suisse pourra appliquer pour faire le tri entre les organisations que l'on interdira et celles que l'on n'interdira pas. S'il fallait définir des critères abstraits aujourd'hui, à partir de quand une organisation devrait-elle être interdite? Quels critères seraient pertinents selon vous?

Jans Beat, conseiller fédéral: Je ne peux pas répondre immédiatement à cette question. On ne pourra peut-être pas définir des critères concrets. Mais, dans ce cas là, parce que vous l'avez demandé, le Conseil fédéral a décidé que c'est un cas sur lequel il faut agir.

Porchet Léonore (G, VD): Monsieur le conseiller fédéral, j'ai également posé précédemment cette question à la rapporteuse; je vous la pose. La Suisse serait un des quelques pays à considérer le Hamas comme terroriste. Par exemple, l'ONU ne le considère pas ainsi, notamment parce que le Hamas correspond encore à une partie du gouvernement de la Bande de Gaza. Dans ces conditions, comment la Suisse pourrait-elle ne pas donner l'impression qu'elle favorise un côté, alors que la Suisse est un pays neutre et le pays des bons offices, en interdisant le Hamas, mais en continuant à avoir des contacts avec Israël, pays qui est coupable de génocide?

Jans Beat, Bundesrat: Ich habe das im einleitenden Votum ausgeführt.
Comme je viens de le dire, la Suisse a décidé, parce que le Parlement l'a voulu, qu'il fallait interdire cette organisation. Cela ne change rien à la position de la Suisse, sur le plan international, dans ce conflit.

Suter Gabriela (S, AG): Geschätzter Herr Bundesrat, meine Frage betrifft den Handlungsspielraum der Schweiz und des Bundesrates bei Entführungen durch die Hamas oder verwandte Organisationen, wie Sie sie vorhin angesprochen haben. Hat der Bundesrat weiterhin die Möglichkeit, Verhandlungen über die Freilassung solcher entführter Personen – seien es Schweizerinnen und Schweizer oder ausländische Staatsangehörige, beispielsweise Israeli – mit der Hamas zu führen, wenn wir jetzt das Gesetz ohne Artikel 2a gemäss dem Antrag der Minderheit Molina beschliessen?

Jans Beat, Bundesrat: Besten Dank für diese Frage, Frau Suter. Der Bundesrat hält es im Moment nicht für angezeigt, mit der Hamas in Kontakt zu treten. Dieses Gesetz würde das aber nicht ausschliessen, in beiden Fällen nicht: nicht, wenn eine Schweizerin entführt würde, auch nicht, wenn eine Israelin entführt würde. Auch in diesen Fällen könnte die Schweiz ihre vermittelnden Dienste anbieten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesgesetz über das Verbot der Hamas sowie verwandter Organisationen Loi fédérale interdisant le Hamas et les organisations apparentées

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates





AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Antrag der Minderheit I

(Molina, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 2

... Er konsultiert vorgängig die für die Sicherheitspolitik und für die Aussenpolitik zuständigen Kommissionen. ...

Antrag der Minderheit II

(Fivaz Fabien, Andrey, Schlatter)

Abs. 2

Streichen

AB 2024 N 2329 / BO 2024 N 2329

Antrag der Minderheit

(Fivaz Fabien, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Abs. 4

Ausgenommen von diesem Verbot sind Tätigkeiten, die vom Bund, von den multilateralen Organisationen und von den Nichtregierungsorganisationen im Interesse der Friedensförderung, der Umsetzung des humanitären Rechts, der Entwicklungszusammenarbeit, der Menschenrechte sowie der inneren und äusseren Sicherheit der Schweiz durchgeführt werden.

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Molina, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 2

... Il consulte au préalable les commissions compétentes en matière de politique de sécurité et de politique extérieure. ...

Proposition de la minorité II

(Fivaz Fabien, Andrey, Schlatter)

Al. 2

Biffer

Proposition de la minorité

(Fivaz Fabien, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Molina, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Al. 4

L'interdiction ne s'applique pas lorsque la Confédération, des organisations multilatérales ou des organisations non gouvernementales agissent dans l'intérêt de la promotion de la paix, de la mise en oeuvre du droit humanitaire, de la coopération au développement, des droits humains et de la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.

Abs. 2 – Al. 2

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 24.071/29964)

Für den Antrag der Mehrheit ... 127 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 62 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 24.071/29965)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 56 Stimmen

(5 Enthaltungen)



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Abs. 4 – Al. 4

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.071/29966)

Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 62 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 2a

Antrag der Minderheit

(Molina, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Text

Für friedenspolitische Bestrebungen im Zusammenhang mit dem Nahostkonflikt sowie für humanitäre Zwecke ist es Vertretern der Schweiz sowie Vertretern von internationalen Organisationen und von unparteiischen humanitären Organisationen weiterhin erlaubt, mit allen Konfliktparteien und Akteuren in Kontakt zu treten und zu verhandeln.

Art. 2a

Proposition de la minorité

(Molina, Aebischer Matthias, Andrey, Candan Hasan, Fivaz Fabien, Schlatter, Seiler Graf, Zryd)

Texte

S'agissant des efforts déployés en matière de politique de paix en lien avec le conflit au Proche-Orient et à des fins humanitaires, les représentantes et représentants de la Suisse ainsi que celles et ceux d'organisations internationales et d'organisations humanitaires non partisans restent autorisés à entrer en contact et à négocier avec toutes les parties au conflit et tous les protagonistes.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.071/29967)

Für den Antrag der Minderheit ... 62 Stimmen

Dagegen ... 127 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Art. 3, 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.071/29968)

Für Annahme des Entwurfes ... 168 Stimmen

Dagegen ... 6 Stimmen

(14 Enthaltungen)



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Siebente Sitzung • 11.12.24 • 08h00 • 24.071
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Septième séance • 11.12.24 • 08h00 • 24.071



Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBl 2024 2250)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2024 2250)

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.

Schluss der Sitzung um 12.00 Uhr

La séance est levée à 12 h 00

AB 2024 N 2330 / BO 2024 N 2330

